

PATRICE REIS
Maître de conférences HDR Hors classe
SECTION 01 droit privé et sciences criminelles
GREDEG UMR 7321 CNRS/UNIVERSITE COTE D'AZUR

CV

Nom d'usage : REIS **Prénom :** PATRICE
Nationalité : Portugaise

Adresses professionnelles :

Université de Nice Sophia Antipolis - Faculté de droit et des sciences politiques de Nice, avenue Doyen Trotabas, 06000 Nice
Téléphone : 04.92.15.70.00 et Email : reis@univ-coted'azur.fr

Laboratoire Directeur adjoint du GREDEG –UMR 7321 CNRS/UNS - 250 rue Albert Einstein, Bat 2, 06650 Valbonne
Téléphone : 04.93.95.43.47 et Email : reis@gredeg.cnrs.fr

CARRIERE ET CURSUS

SITUATION ACTUELLE

Maître de Conférences en droit privé et sciences criminelles, Habilité à Diriger des Recherches à l'Université de Nice-Sophia Antipolis – Faculté de droit et des sciences politiques de Nice.

2017 Passage à la Hors Classe des maîtres de conférences par le CNU 01

2007-2008 Candidat au premier concours d'agrégation en droit privé et sciences criminelles

Septembre 2001 recrutement en tant que maître de conférences en droit privé à l'Université de Nice

Janvier 2001 Admissibilité au concours de chargé de recherches CNRS 2° classe section 36.

2000 Qualification aux fonctions de Maître de conférences par le CNU 01

1999 Doctorat en droit privé et sciences criminelles Faculté de droit de Nice. « *La concurrence et les marchés publics* ».

FONCTIONS A L'UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Depuis septembre 2001 Maître de Conférences– UFR : Droit et des sciences politiques de Nice.

1999-2000 Chargé de travaux dirigés à la Faculté de droit, de sciences politiques, économiques et de gestion de Nice

1997-1999 : Attaché d'enseignement et de recherche (ATER), Faculté de droit, de sciences politiques, économiques et de gestion de Nice.

- 1996-97 : Chargé de travaux dirigés, Faculté de droit, de sciences politiques, économiques et de gestion de Nice.

- 1995-96 : Tuteur-moniteur, Faculté de droit, de sciences politiques, économiques et de gestion de Nice

FONCTIONS EN DEHORS DE L'UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Depuis 2006 Enseignant à l'Université Mundiapolis à Casablanca Maroc (licence droit et master 2 juriste d'affaires) et responsable pédagogique depuis 2015 de la licence droit privé de la faculté de droit de Nice délocalisée au sein de cette Université.

2002-2005 Enseignant chercheur invité, Université de Genova, Italie, cours de droit français et européen de la concurrence, DU transfrontalier financé par l'Union Européenne (Université de Genova et Université de Nice).

1999-2001 Professeur contractuel en droit privé au centre national de la fonction publique territoriale CNFPT, à Nice, Toulon, Aix en Provence et Marseille

TITRES UNIVERSITAIRES

2008 Habilitation à Diriger des Recherches. Sous la direction du professeur Laurence Boy, soutenue le 7 février 2008, Faculté de droit de Nice, *sujet « Concurrence entravée et concurrence excessive : La liberté d'accès au marché et le développement durable ».*

Jury Madame le Professeur Laurence BOY, Université de Nice-Sophia Antipolis, Directrice de recherche
Monsieur le Professeur Jean Yves CHEROT Université d'Aix en Provence, Rapporteur
Madame le Professeur Laurence IDOT Université de Paris I, Rapporteur
Madame le Professeur Catherine PRIETO Université d'Aix en Provence, Rapporteur
Monsieur le Professeur Fabrice SIIRIAINEN Université de Nice-Sophia Antipolis,

1999 Doctorat en droit privé et sciences criminelles. Sous la direction du professeur Laurence Boy et soutenu le 19 novembre 1999 Faculté de droit de Nice. Mention "très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité et autorisation de publication en l'état" [plus haute mention selon la Législation en vigueur]. *Sujet : « La concurrence et les marchés publics »* Thèse publiée en 2001 et rééditée en 2004.

Jury Mme Laurence BOY Professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis directrice de thèse.

Mme Marie-Chantal BOUTARD-LABARDE Professeur à l'Université de Paris X, membre du Conseil de la concurrence, rapporteur

M. Jean-Yves CHEROT Professeur à l'Université d'Aix-Marseille.

Mme Marie MALAURIE-VIGNAL Professeur à l'Université de Versailles, rapporteur.

M. Antoine PIROVANO Professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis

1994-1995 Diplôme d'Etudes Approfondies en droit économique et des affaires (Vice-Major - mention bien).

LANGUES

Portugais : courant, langue maternelle.

Espagnol : courant

Anglais : niveau intermédiaire

ACTIVITE SCIENTIFIQUE

1. PUBLICATIONS ET PRODUCTION SCIENTIFIQUE

1) OUVRAGE

Ouvrage individuel - « La concurrence et les marchés publics », Thèse de doctorat en droit privé, PUS (presses universitaires du Septentrion) 2001 et rééditée en septembre 2004 par l'ANRT, 526 pages, (ISBN 2284020224)

2) AUTRES PUBLICATIONS

a) ARTICLES

1)- Propos introductifs : Pouvoirs privés économiques et ordre public économique, **RIDE 2019/1 n° spécial, p. 7 à 10** actes du colloque Pouvoirs privés économiques et ordre public économique du 12 avril 2018 Nice.

2) « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique : le droit de la concurrence cœur de l'ordre public économique » **RIDE 2019/1 n° spécial, p. 11 à 22** actes du colloque Pouvoirs privés économiques et ordre public économique du 12 avril 2018 Nice.

3) Environnement et concurrence dans la réforme des marchés publics, Revue droit de l'environnement, janvier 2017, n°252, chroniques et opinions, p.10-15.

4) « L'accès au marché des fournisseurs face au développement des marques de distributeurs », Contrats, concurrence et consommation avril, 2014, p.6-11

5) « Le contrôle de l'exercice des pouvoirs privés économiques par l'abus de dépendance économique : pour une approche critique » avec F. MARTY, revue internationale de droit économique RIDE, n° 4/2013 p.579-588.

6) « Le droit du travail dans le droit de l'OHADA (organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires), *Revue de l'ERSUMA (Ecole régionale supérieure de la magistrature OHADA) : Droit des affaires* N° 1 - Juin 2012, Etudes, chapitre 13.

7) « L'utilisation stratégique des organisations professionnelles dans le cadre des infractions anticoncurrentielles, l'exemple de la France » avec M. DESCHAMPS, *revue LAMY droit des affaires* mai 2012, 71, n°4045, p.85-94.

8) "Exclusivity in High-Tech Industries: Evidence from the French Case", avec Patrice BOUGETTE, Julien PILLOT et Frederic MARTY, *European Competition Journal*, volume 8, n°1, April 2012, pp.163-181.

9) « Analyses croisées juridiques et économiques des procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, *Les Dossiers de la Revue Internationale de Droit Economique*, vol. 4, avril 2011, pp. 17-45.

10) « Appréciation des clauses d'exclusivité par les autorités de la concurrence : le cas des marchés de haute technologie », avec P. BOUGETTE, F. MARTY et J. PILLOT, *revue « Concurrences »* n°3/2010, n°31867, pp. 65-74.

11) « La protection internationale des variétés végétales : entre intérêts des firmes biotechnologiques et sécurité alimentaire », *Revue internationale de Droit économique*, Dossiers de la RIDE, numéro spécial n°2, avril 2009, p. 87 à 97.

12) « La protection des variétés végétales dans le commerce international : le droit un outil stratégique », avec M A NGO (Ingénieur de recherches CNRS), *Propriétés industrielles*, octobre 2008, n°10, p.30 à 34. .

13) "Choix de localisation des firmes automobiles et aides publiques : Une analyse des décisions de la Commission européenne relative aux aides publiques en faveur des constructeurs", avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty, *Annales de la Faculté de Droit, d'Economie et d'Administration de Metz*, n°6-2006, pp.421-440, novembre 2006

14) « Les rappels dans le secteur automobile : une analyse en termes d'investissements réputationnels », avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty, *Revue Economique et Sociale*, n° 3 – 2005, septembre, pp. 173-184.

15) « La mise en œuvre du principe de précaution dans l'accord SPS de l'OMC : les enseignements des différends commerciaux », article coécrit avec Laurence BOY, Michel Rainelli et Christophe Charlier, *Revue économique*, novembre 2003, numéro spécial relatif au principe de précaution, p.1291 à 1306

16) « Le délit de favoritisme dans les marchés publics : une régulation pénale des pratiques discriminatoires et de certaines pratiques anticoncurrentielles ». *Petites affiches* 4 juillet 2003, p. 4 à 11.

b) Chapitres d'ouvrages dont 3 dans des mélanges

- 1) « La concurrence et le droit économique » in « Le droit économique au 21ème siècle. Notions et enjeux » sous la direction de J. B. RACINE, LGDJ collection Droit et économie (à paraître septembre 2020) (Recherche collective).
- 2) « Economie collaborative, plateformes d'intermédiation numériques et droit de la concurrence » in *Quelles régulations pour l'économie collaborative ? Un défi pour le droit économique*, sous la direction de M. TELLER, E.MOUIAL et I. PARACHKEVOVA, **Ed. DALLOZ, 2018**, 250 pages. (Actes du colloque des 15 et 16 décembre 2016 Nice)
- 3) **MELANGES** « L'intervention du ministre de l'économie dans le cadre des pratiques restrictives de concurrence sanctionnées civilement : entre défense d'intérêts privés et protection de l'ordre public économique » in *Le droit économique entre intérêts privés et intérêt général, hommage à Laurence Boy* », sous la direction de E BALATE, J. DREXL, S. MENETREY et H. ULLRICH Ed PUAM Juin 2016, pp.161-175.
- 4) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY et de S. MENETREY, Ed. LARCIER 2015 Chapitre 3 p.51-65 (actes de colloque Nice).
- 5) « Contourner le droit de la concurrence par les organisations professionnelles : une analyse des limites de l'interdit » avec M. DESCHAMPS, in « *Stratégies d'instrumentalisation juridique et concurrence* » sous la direction de Viviane de Beaufort, Hugues Bouthinon-Dumas, Frédéric Jenny et Antoine Masson, ed LARCIER octobre 2013, p.115-131. (actes de colloque Paris)
- 6) **MELANGES** « Les normes sociales privées : de l'engagement volontaire à la contrainte ? » in *Critique(s) du droit, Hommage au professeur Robert CHARVIN*, Ed PUBLISUD, Paris, décembre 2011, p.391- 409

- 7) «Les dérogations au monopole dans le Traité UPOV ou la portée de l'exception de la semence de ferme » in « Les aspects juridiques de la valorisation des denrées alimentaires », Universidad de Costa Rica, ed. SIEDIN, novembre 2011 p.114-129. (actes de colloque Costa Rica).
- 8) « Commerce international, clause sociale et développement durable », in « Le commerce international entre bi et multilatéralisme », sous la direction de B. REMICHE et H. RUIZ-FABRI, ed LARCIER, Bruxelles, janvier 2010, p.300-322. (actes de colloque PARIS).
- 9) « Libertés économiques et Droits de l'Homme », avec L. BOY, en vue du Colloque Droit économique et droits de l'Homme, Nice, janvier 2009, in « Droit économique et Droits de l'Homme » Ed. LARCIER septembre 2009, p. 271-311. (actes de colloque Nice)
- 10) « Systèmes d'enchères et marchés publics : du moins disant au mieux disant » article co-écrit avec M. Deschamps, in "Le Management public en mutation", sous la direction de J. SPINDLER et D. HURON, l'Harmattan, Paris, Chapitre 13, p.275-290 février 2008 (actes de colloque Paris).
- 11) « Les méthodes d'interprétation, analyse formelle, analyse substantielle et sécurité juridique », in « La sécurité juridique et le droit économique » sous la direction de J. B. RACINE, F. SIIRIAINEN et L. BOY, p. 189-206, Ed. Larcier, Bruxelles, décembre 2007. (actes de colloque Nice)
- 12) **MELANGES** « Ordre concurrentiel et logiques sociale et environnementale dans la passation des marchés publics », in L'ordre concurrentiel Mélanges en l'honneur d' Antoine Pirovano, Ed Frison-Roche, 2004, p. 145 à 166.
- 13) « L'impact de l'application ou de l'absence d'application du principe de précaution quant aux préjudices ». in "le droit au défi de l'économie" sous la direction de Yves Chaput, Ed. PUB, 2002, p. 61 à 79 (actes de colloque Paris et Bruxelles).
- 14) « Ententes de répartition des marchés : vers une sanction aggravée des pratiques anticoncurrentielles ? » in Le processus de concurrence sous la coordination de J. KRAFFT, Ed ECONOMICA, 2001, p.312 à 332 (actes de colloque Nice).

c) CHRONIQUES (la chronique à laquelle je participe paraît tous les deux ans)

- 1) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et marchés publics), RJE n°2/2020 (à paraître)
- 2) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et marchés publics), RJE n°2/2018, p.349-366.
- 3) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et marchés publics), RJE n°2/2016, p.344-361.
- 4) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence (pratiques anticoncurrentielles, concurrence déloyale, aides d'Etats et marchés publics et droit du travail), RJE n°4/2014, p.665-687.

d) NOTES D'ARRET

- 1) « L'utilisation d'huiles végétales pures comme biocarburant sanctionnée par le juge » note sous TA Bordeaux 20 juin 2006, Préfet de Lot-et-Garonne, Revue droit de l'environnement mai 2007, p.117-118

e) COMMUNICATIONS A COLLOQUES AVEC PUBLICATIONS

- 1) Objets connectés et contrôle des structures : vers un nouveau contrôle des concentrations ? Programme « Droit et Objets connectés » sous la direction de J. B. RACINE, I. PARACHKEVOVA et Th. MARTEU, Faculté de droit de NICE, 15 novembre 2019, publication en cours chez Larcier 2020.
- 2) Objets connectés et contrôle de la domination économique, avec Emilie MAUREL, Colloque Technonormativité. Des objets connectés à l'IA, l'école de Nice rencontre l'école de Bruxelles, Université de NICE, 27 et 28 septembre 2018. Publication en cours chez Larcier 2020.
- 3) « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique : le droit de la concurrence cœur de l'ordre public économique ». Les Journées de droit économique : « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique » 12 avril 2018 Faculté de droit de NICE GREDEG UMR 7321 CNRS/UNS (Publiée 2019).

- 4) « La théorie des facilités essentielles et l'abus de position dominante en droit de la concurrence : état des lieux et perspectives », Conférence internationale « The scope of Judicial Review of decisions of independent regulators in the light of rule of law » Faculté de droit de l'Université de Wrocław POLOGNE, le 19 septembre 2017.
- 5) « Les méthodes d'interprétation, analyse formelle, analyse substantielle et sécurité juridique », Colloque Sécurité juridique et droit économique, NICE 26 et 27 octobre 2006 (publiée 2007)
- 6) La confrontation des plateformes au droit social et au droit de la concurrence, avec Emilie MAUREL, Colloque droit bancaire et financier, économie des plateformes Université de NICE, 9 et 10 juin 2017.
- 7) « Economie collaborative, plateformes d'intermédiation numériques et droit de la concurrence » in Quelles régulations pour l'économie collaborative ? un défi pour le droit économique, Rencontres de droit économique, 15 et 16 décembre 2016 Faculté de droit de NICE (Publiée 2018).
- 8) « Les objectifs du droit de la concurrence, défense de l'ordre concurrentiel et/ou corrections des déséquilibres économiques ? » in journée d'études Politique de concurrence et politique industrielle : fondements, objectifs et compatibilité, 14 octobre 2016 SOPHIA ANTIPOLIS.
- 9) « Abus de dépendance économique d'une pratique anticoncurrentielle à des pratiques restrictives de concurrence » (Abuse of economic dependence From antitrust law to restrictive practices law – French case) in colloque du 21 septembre 2015 l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé, Faculté de droit de NICE.
- 10) « De l'abus de dépendance économique au déséquilibre significatif : protéger la concurrence et/ou les concurrents ? » in « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Bruxelles », 24 et 25 novembre 2014 Faculté de Droit de NICE
- 11) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in colloque « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY, 7 et 8 février 2013 Faculté de droit de NICE. (publiée 2015)
- 12) « Contourner le droit de la concurrence par les organisations professionnelles : une analyse des limites de l'interdit » avec M. DESCHAMPS, in Instrumentalisation et utilisation stratégique du droit de la concurrence, Atelier du Centre européen de droit et d'économie CEDE « Droit, management et Stratégies », 18 juin 2012 CNIT La Défense PARIS. (publiée 2013)
- 13) 8th Annual Conference of the German Association of Law and Economics, “The antitrust assessment of exclusive agreements: the high tech industry” avec Patrice Bougette, Frederic Marty et Julien Pillot, Wiesbaden, ALLEMAGNE, décembre 2010. (publiée 2010)
- 14) « Les dérogations au monopole dans le Traité UPOV ou la portée de l'exception de la semence de ferme » Colloque « La valorisation des produits agricoles » Organisé dans le cadre du Programme Lascaux sous la direction de F. COLLART DUTILLEUL à la Faculté de droit de l'Université de SAN JOSE DU COSTA RICA 29 et 30 novembre 2010, (publiée 2011)
- 15) « Analyses croisées juridiques et économiques des procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, en vue des 4^o journées de droit économique « Les procédures négociées en droit de la concurrence : les retours d'expérience analysés par les juristes et les économistes » 4 juin 2010 Sophia-Antipolis UNS, (publiée 2011)
- 16) « Le droit du travail dans le droit de l'OHADA », Communication au séminaire du CREDECO à la faculté de droit de NICE 22 avril 2010, (publiée 2012)
- 17) « Libertés économiques et Droits de l'Homme », avec L. BOY, Colloque « Droit économique et droits de l'Homme » 22 et 23 Janvier 2009 Université de NICE (publiée 2009)
- 18) « La protection internationale des variétés végétales : entre intérêts des firmes biotechnologiques et sécurité alimentaire », Journées de droit économique, Université de NICE 6 et 7 juin 2008 (publiée 2009)
- 19) « Commerce international, clause sociale et développement durable » Colloque « Le commerce international entre bi et multilatéralisme » Organisé par l'Université de PARIS I Sorbonne 27 au 29 mars 2008. (publiée 2010)
- 20) « L'article 27-3 B de l'accord ADPIC : quels choix pour les Etats membres de l'OMC pour la protection des variétés végétales ? », avec M.A. NGO, présentation lors du Colloque de Brasilia « Gouvernance internationale du commerce des OGM » Université de Brasilia BRESIL 6 et 7 décembre 2007.
- 21) « Le rôle du droit du travail dans la lutte contre la pauvreté », colloque Démocratie, société civile et lutte contre la pauvreté des 5 et 6 mai 2006 faculté de droit de Marrakech, MAROC.

- 22) "Choix de localisation des firmes automobiles et aides publiques : Une analyse des décisions de la Commission européenne relative aux aides publiques en faveur des constructeurs", avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty Journées Jean Monnet, Université de METZ, 30 novembre 2005. (publiée 2006)
- 23) « Ordre concurrentiel et logiques sociale et environnementale dans la passation des marchés publics », Colloque des 5 et 6 décembre 2002 à NICE en l'honneur d'Antoine PIROVANO. (publiée 2004)
- 24) « L'impact de l'application ou de l'absence d'application du principe de précaution quant aux préjudices ». Communication à Bruxelles les 12 et 13 janvier 2001 GDR Droit économique sous la direction de Y. CHAPUT, communication à la journée de droit économique à la Sorbonne PARIS, vendredi 23 mars 2001 (publiée 2003).

f) COMMUNICATIONS A COLLOQUES ET CONFERENCES NON PUBLIEES

- 1) « La théorie des facilités essentielles et l'abus de position dominante en droit de la concurrence : état des lieux et perspectives », Conférence internationale « The scope of Judicial Review of decisions of independent regulators in the light of rule of law » Faculté de droit de l'Université de Wrocław POLOGNE, le 19 septembre 2017.
- 2) La confrontation des plateformes numériques au droit social et au droit de la concurrence, avec Emilie MAUREL, Colloque droit bancaire et financier, économie des plateformes Université de Nice, 9 et 10 juin 2017.
- 3) « Les objectifs du droit de la concurrence, défense de l'ordre concurrentiel et/ou corrections des déséquilibres économiques ? » in journée d'études Politique de concurrence et politique industrielle : fondements, objectifs et compatibilité, 14 octobre 2016 GREDEG Sophia Antipolis
- 4) « Abus de dépendance économique d'une pratique anticoncurrentielle à des pratiques restrictives de concurrence » (Abuse of economic dependence From antitrust law to restrictive practices law – French case) in colloque du 21 septembre 2015 l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé, Faculté de droit de NICE.
- 5) « De l'abus de dépendance économique au déséquilibre significatif : protéger la concurrence et/ou les concurrents ? » in « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Bruxelles (Centre Perelman de théorie du droit) », 24 et 25 novembre 2014 Faculté de Droit de NICE
- 6) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in colloque « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY, 7 et 8 février 2013 Faculté de droit de NICE.
- 7) « L'article 27-3 B de l'accord ADPIC : quels choix pour les Etats membres de l'OMC pour la protection des variétés végétales ? », présentation lors du Colloque de Brasilia « Gouvernance internationale du commerce des OGM » Brasilia BRESIL 6 et 7 décembre 2007 dans le cadre d'une ANR GICOGM
- 8) « Le rôle du droit du travail dans la lutte contre la pauvreté », colloque Démocratie, société civile et lutte contre la pauvreté des 5 et 6 mai 2006 Faculté de droit de Marrakech, MAROC dans le cadre d'un contrat de recherche Université de Marrakech/Université de Nice (Droit et pauvreté).

g) AUTRES : vulgarisation de la recherche dans des revues non académiques

- 1) « Rappeler ou ne pas rappeler ? L'affaire Mitsubishi », avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty (économistes), *Automobile & Composants*, Groupe Les Echos, n° 200, 14 octobre 2004, p.173-184.

1.2 DIRECTION SCIENTIFIQUE DE COLLOQUES

- 1) Organisation des journées de droit économique « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique » du 12 avril 2018 à la Faculté de droit de Nice. Actes publiés à la RIDE 2019/1 dans un numéro spécial.
- 2) Organisation du colloque avec F. MARTY 21 septembre 2015 l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé à la faculté de Droit de Nice.
- 3) Organisation du colloque en vue des 4^o journées de droit économique « Les procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, 4 juin 2010 à Sophia Antipolis GREDEG CNRS UNS, actes publiés in *Les Dossiers de la Revue Internationale de Droit Economique*, vol. 4, avril 2011.

1.3. DIRECTION DE THESES

Depuis 2009 direction de 12 thèses de doctorat en droit privé (5 financées) dont 6 soutenues.

A) THESE SOUTENUES

- 1) Bertrand BARROUILLET, la privation du droit : l'exemple de la lutte contre le dopage, thèse soutenue le 27/11/2018.
- 2) Oriane THIBOUT, La responsabilité sociale des entreprises : un système normatif hybride aux implications concurrentielles significatives, CONTRAT CIFRE 2015-2018. Thèse soutenue le 2/11/2018 Nice.
- 3) Alain Hilarion BITSAMANA, l'effectivité du droit du travail à l'orée de la réforme OHADA, depuis le 1 décembre 2012, BOURSE 2013-2016 ERSUMA (école régionale de la magistrature de l'espace OHADA) ATER à La faculté de droit 2016-2018. Thèse soutenue le 21/6/2018 à Nice.
- 4) Maxence VERVOOT, L'exercice du droit de grève dans secteur privé soutenue le 26 novembre 2015 Faculté de droit de Nice, thèse débutée en septembre 2011.
- 5) Sarah BENZIOUCHE, « Les sanctions des pratiques anticoncurrentielles : une approche critique » soutenue le 10 avril 2015 faculté de droit de Nice. BOURSE GOUVERNEMENT ETRANGER 2011-2014 Thèse débutée en septembre 2010.
- 6) Christophe DUMEZ, La recherche d'un équilibre entre flexibilité et sécurité dans les relations de travail » Thèse soutenue publiquement le lundi 16 juin 2014 à la faculté de droit de Nice-Sophia Antipolis. Thèse débutée en septembre 2009.

B) THESE EN COURS

- 1) Emilie MAUREL, l'actualité du critère de subordination juridique dans le cadre du fonctionnement des plateformes d'intermédiation numérique à caractère lucratif depuis le 18 octobre 2016. CONTRAT DOCTORAL 2016-2019, ATER 2019-2020.
- 2) Assia JEMAI, Du principe d'égalité hommes femmes : étude comparative France/Tunisie, depuis septembre 2019, thèse débutée en 2014 dans une autre Université sous une autre direction.
- 3) Nahla HARTANI, Le modèle du contrat de franchise et sa réception dans les Etats du Maghreb étude de droit comparé, depuis le 1^o décembre 2013.
- 4) Axel LIROY, Les particularismes caribéens en droit économique du tourisme, depuis le 1/12/2012 BOURSE REGIONALE MARTINIQUE 2013-2016, soutenance prévue premier semestre 2020.
- 5) Mickael MINGUCCI, L'encadrement juridique des relations entre partenaires sociaux au sein de la négociation collective depuis le 1 novembre 2012. ATER 2015-2016, assistant de justice 2016-en cours.
- 6) Nassim MENTELACHETA, L'effectivité du droit de la concurrence en Algérie, depuis 11 décembre 2007.

1.3 PARTICIPATION A DES JURYS DE THESE

Depuis 2002 participation à 12 jurys de thèses en droit privé en tant que rapporteur ou en tant que membre (hors direction) à Nice (8), à Aix Marseille (3), Université de Laval Québec Canada (1).

2. MISSIONS D'EXPERTISES

- 2019 **Expertise pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada** (équivalent du CNRS en sciences sociales au niveau fédéral), sur un projet de recherche portant sur les valeurs marchandes et non marchandes dans le droit du commerce international.
- Depuis 2011 une dizaine d'expertises **CIFRE** pour l'ANRT dans le cadre de l'attribution de bourses CIFRE en droit des affaires, droit économique, droit de la concurrence, droit du travail, numérique.
- 2015 Expertise **ANR** pour un projet de recherche candidat à une ANR Mines et innovations sociales et juridiques en Nouvelle Calédonie.
- En 2015, membre du groupe de réflexion présidé par le professeur Medhi ROSTANE de l'Université d'Aix Marseille dans le cadre la mission confiée par le **CNRS** sur la place de recherche juridique au sein du CNRS, rapport publié en 2016.
- 2006-2008 Referee pour la RIDE revue internationale de droit économique.

ACTIVITE PEDAGOGIQUE

1.1 DIRECTIONS DE DIPLOMES, PARTENARIAT D'ETABLISSEMENT

- Depuis 2015 Responsable pédagogique de la licence droit privé de la faculté de droit de Nice délocalisée à l'Université Mundiapolis à Casablanca MAROC, chargé de la renégociation à chaque échéance de la convention de partenariat ayant pour objet la délocalisation de la formation avec les partenaires locaux.
- Depuis 2018 directeur adjoint du Master M1 en alternance commerce et distribution (EMICD) à l'ISEM Université de Nice.
- Depuis 2015, responsable des admissions campus France pour le Master M1 droit économique et des affaires de la faculté de droit de Nice.
- De 2006 à fin 2015 Co-directeur du Master 2 « Gestion juridique des risques et développement durable » Faculté de droit et des sciences politiques de Nice.
- Encadrement de mémoires ou rapports de stage de M1, M2 Professionnels (en moyenne 25 par an) et M2 recherche en droit économique et des affaires (en moyenne 2 par an).
- Participation et direction de jurys de Validation des Acquis de l'Expérience à la faculté de droit de Nice, en Master 2 gestion juridique des risques et développement durable, en Master M1 droit économique et des affaires, à UFR économie Gestion de Nice (ISEM) en Licence 3 Gestion des ressources humaines, master M1 gestion des ressources humaines, Master 2 gestion des ressources humaines et licence 3 Commerce et distribution.
- Visites en entreprises dans le cadre des formations en alternance (L3 Commerce et distribution, M1 EMICD)

1.2 ENSEIGNEMENTS

Le tableau de synthèse ci-après indique le décompte de mes enseignements en se référant à 8 rubriques :

- 1) les matières enseignées :** Elles s'articulent autour de trois grandes thématiques : Droit de la concurrence, droit économique, droit du travail
- 2) les diplômes** dans lesquels ont lieu ces enseignements et leur UFR de rattachement : Faculté de droit de Nice, IAE de Nice, IUT de Nice, Institut supérieur d'économie et de gestion de Nice, autres établissements
- 3) le type de formation :** initiale, continue ou en alternance, sauf indication contraire les cours sont effectués en présentiel.
- 4) le nombre d'heures :** effectué par cours (en heures de cours et non pas en équivalent TD).
- 5) le type d'enseignement :** Cours ou TD ou séminaire.
- 6) le nombre d'étudiants.** Il correspond à l'effectif moyen par an.
- 7) le suivi de stage ou mémoire.** En moyenne par an, 30 mémoires de M2 professionnels et étudiants en alternance avec visites en entreprises pour ces derniers (en moyenne 8 visites par an).
Lors de mes enseignements en M2 recherche, en moyenne 2 mémoires par an.
- 8) la période d'enseignement.** Elle correspond au nombre d'années.

Cycle 3 - Master 2 (professionnels et recherche)

Matières	Diplôme et UFR	Formation	Heures	Cours	Effectifs	Stage	Années
Principes fondamentaux du droit de la concurrence	Master 2 recherche droit économique et des affaires UFR DROIT	Initiale	20H	Cours/ séminaire	20	facultatif	2013- en cours
Responsabilité sociale des entreprises	Master 2 gestion juridique des risques et développement durable et master 2 juriste d'affaires UFR DROIT	Initiale/alternance	8H	cours	40	oui	2010- en cours
Droit du travail : le licenciement économique	Master 2 Gestion des ressources humaines ISEM	Initiale/alternance	20 h	cours	70	oui	2006- en cours
Droit de la concurrence	Master 2 Juriste d'affaires délocalisé à Mundiapolis Casablanca Maroc DROIT	Initiale/alternance	20H	cours	30	oui	2013- en cours
Droit du travail licenciement économique	Master 2 Juriste d'affaires délocalisé à Mundiapolis Casablanca Maroc DROIT	Initiale/alternance	20H	cours	30	oui	2011- en cours
Techniques contractuelles en droit du travail	Master 2 gestion juridique des risques et développement durable et master 2 juriste d'affaires UFR DROIT	Initiale/alternance	8H	Cours/ séminaire	30	oui	2013-2018
Management juridique du risque	Master 2 Développement industriel ISEM	Alternance/continue	20H	cours	25	oui	2013-2018
Droit du travail et restructurations d'entreprises	Master 2 Administration des entreprises IAE	Alternance/continue	20 h	cours	30	oui	2014-2017

Droit de la concurrence	Master 2 comptabilité et stratégie IAE	Initiale/continue	10H	Cours/séminaire	40	oui	2001-2004
Prévoyance et épargne salariale	Master 2 gestion juridique des risques et développement durable UFR DROIT	Initiale/alternance	12H	cours	25	oui	2002-2006
Droit social	Master 2 recherche droit économique et des affaires UFR DROIT	initiale	20H	séminaire	20	facultatif	2001-2007
Droit social	Master 2 recherche droit privé UFR DROIT	initiale	20H	séminaire	25	non	2003-2006
Droit de la concurrence	Master 2 recherche droit économique et des affaires UFR DROIT	initiale	20H	cours	25	facultatif	2007-2011
Hygiène et sécurité au travail	Master 2 gestion juridique des risques et développement durable UFR DROIT	Initiale/alternance	12H	cours	25	oui	2003-2009
Concurrence et marchés publics	Master 2 Management des administrations publiques, IAE Nice	Initiale/continue	20H	cours	30	oui	2005-2009
Responsabilité sociale des entreprises	Master 2 Gestion des ressources humaines délocalisé à Mundiapolis Casablanca Maroc	Initiale/alternance	12H	cours	30	oui	2006-2013
Droit du licenciement économique	Master 2 CERAM SKEMA Sophia Antipolis	Initiale/continue	20H	cours	30	oui	2004-2007

Cycle 2 - Master 1

Matières	Diplôme et UFR	Formation	Heures	Cours	Effectifs	Stage	Années
Droit de la concurrence	Master 1 droit économique et des affaires UFR DROIT	Initiale	40 h	Cours	140	facultatif	2008- en cours
Droit du travail interne et européen : relations collectives	Master 1 gestion des ressources humaines ISEM et UFR droit	alternance	30 h	cours	30	oui	2004- en cours
Droit de la distribution	Master 1 commerce et distribution UFR droit	Initiale/alternance	15 h	cours	30	oui	2016-en cours
Droit de la concurrence	Master 1 commerce et distribution et master économie et gestion ISEM	Initiale/alternance	15 h	cours	100	oui	2016-en cours
Droit de la Régulation et concurrence	Master 1 droit économique et des affaires UFR DROIT	Initiale	30h	Cours	140	facultatif	2013-2016
Droit de la distribution et de la consommation	Master 1 droit économique et des affaires UFR DROIT	Initiale/alternance	30 h	cours	140	facultatif	2012-2014
Droit de la concentration économique	Master 1 juriste d'entreprise et économiste d'entreprise IUP Sophia Antipolis	initiale	30 h	cours	50	oui	2001-2007

Cycle 1 – Licence L1 à L3 et DU

Matières	Diplôme et UFR	Formation	Heures	Cours	Effectifs	Stage	Années
Droit de la distribution et de la concurrence	Licence 3 commerce et distribution UFR droit	alternance	30 h	Cours	30	oui	2001- en cours
Droit du travail : relations individuelles de travail	Licence 3 commerce et distribution UFR droit	alternance	20 h	cours	30	oui	2003- en cours
Droit du travail interne et européen : le contrat de travail	Licence 3 gestion des ressources humaines ISEM et UFR droit	alternance	30 h	cours	30	oui	2006- en cours
Droit du travail, relations individuelles de travail	Licence 3 droit privé délocalisée à l'université Mundiapolis Casablanca DROIT	Initiale/continue	20H	cours	25	oui	2013- en cours
Droit social européen et droit pénal du travail	DU GRH IUT NICE	initiale	15 h	Cours 10 h TD 7 h	15	oui	2018- en cours
Droit du travail : formation, exécution et rupture	DU GRH IUT NICE	initiale	32 h	Cours 17 h 30 TD 17 h 30	15	oui	2019- en cours
Droit du travail : le contrat de travail	DUT 2° année GEA	initiale	51 H	Cours 21 h Td 40 h	130	oui	2019- en cours
Droit du travail : relations individuelles de travail	Licence 3 Droit privé, UFR DROIT	Initiale	30 h	cours	250	non	2001-2011
Droit du travail :	Licence 3 Droit privé, UFR DROIT	Initiale	30 h	cours	250	non	2001-2013

Relations collectives de travail							
Droit économique	Licence 3 gestion des ressources humaines UFR droit et ISEM	alternance	33 h	cours	30	oui	2001-2006
Introduction au droit économique	Licence 3 IUP juriste d'entreprise IUP Sophia Antipolis	initiale	20H	cours	40	oui	2001-2003
Droit des affaires	Licence L2 Sciences économiques UFR droit et ISEM	initiale	33 h	cours	130	non	2001-2004
Introduction au droit privé	L1 AES UFR DROIT et ISEM	initiale	33 h	cours	150	non	2001-2003
Droit des affaires	L2 DROIT CANEGE Universités de NICE et de PARIS Sceaux cours à distance sur plateforme avec TD à distance	Initiale/continue	30 h +15 h TD	Cours à distance	25	oui	2003-2006
Droit des groupements sociaux	Licence 3 droit privé délocalisée à l'université Mundiapolis Casablanca DROIT	Initiale/continue	20H	cours	25	oui	2013-2014
Droit du travail : le contrat de travail	Licence 3 droit privé délocalisée à l'université Mundiapolis Casablanca DROIT	Initiale/continue	20H	cours	25	oui	2010-2013

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

1.1 RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- 1) Depuis 2015 Responsable pédagogique de la licence droit privé de la faculté de droit de Nice délocalisée à l'Université Mundiapolis à Casablanca MAROC, chargé de la renégociation à chaque échéance de la convention de partenariat ayant pour objet la délocalisation de la formation avec les partenaires locaux.
- 2) Depuis 2018 directeur adjoint du Master M1 en alternance commerce et distribution (EMICD) à l'ISEM Université de Nice.
- 3) Depuis 2015, responsable des admissions campus France pour le Master M1 droit économique et des affaires de la faculté de droit de Nice.
- 4) De 2006 à fin 2015 Co-directeur du Master 2 « Gestion juridique des risques et développement durable » Faculté de droit et des sciences politiques de Nice.
- 5) Encadrement de mémoires ou rapports de stage de M1, M2 Professionnels (en moyenne 25 par an) et M2 recherche en droit économique et des affaires (en moyenne 2 par an).
- 6) Participation et direction de jurys de Validation des Acquis de l'Expérience à la faculté de droit de Nice, en Master 2 gestion juridique des risques et développement durable, en Master M1 droit économique et des affaires, à UFR économie Gestion de Nice (ISEM) en Licence 3 Gestion des ressources humaines, master M1 gestion des ressources humaines, Master 2 gestion des ressources humaines et licence 3 Commerce et distribution.

1.1 RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- 1) Depuis décembre 2014 Directeur adjoint du GREDEG –UMR 7321 CNRS/UNS (UMR pluridisciplinaire en droit, économie et gestion. Depuis 2017, en charge au sein du laboratoire de la formation doctorale des doctorants du laboratoire.
- 2) Depuis 2014 Membre du conseil de gestion de la Faculté de droit et de Sciences Politiques de Nice.
- 3) Depuis 2006 Membre élu puis de droit depuis décembre 2014 du conseil de laboratoire du GREDEG.
- 4) Depuis 2014 Membre du conseil de l'école doctorale DESPEG de l'Université de Nice
- 5) Depuis 2014 Membre de la CPRH de droit privé section 01 et de la CPRH 02 de droit public
- 6) De 2007 à 2010 : Médiateur de la Faculté de Droit de Nice chargé des relations entre d'une part les étudiants et d'autre part les enseignants chercheurs, vacataires, ATER, et l'administration pour tout problème d'ordre pédagogique et/ou administratif. Ma mission était de trouver une solution amiable dans chaque situation afin d'éviter notamment des recours contentieux devant le tribunal administratif. Mes missions concernaient aussi les inscriptions ou réinscriptions des étudiants étrangers en attente de la délivrance ou du renouvellement de leurs titres de séjours, ce qui m'a conduit à intervenir dans certains cas auprès des services préfectoraux.
- 7) De Janvier à Septembre 2005 Membre de la Commission des statuts chargée de la rédaction des statuts et du règlement intérieur ayant conduit à la création du GREDEG UMR 7321 CNRS /UNS sur la base de la fusion

de 3 UMR monodisciplinaires préexistantes dont le CREDECO centre de recherches en droit économique (Ecole de droit économique de Nice créée par Gérard Farjat).

- 8) Depuis 2003, Membre de 3 commissions de spécialistes de la section de droit privé de la faculté de droit et des sciences politiques de Nice puis membre de 8 comités de sélection à Nice dont en 2016 une présidence de comité. Membre extérieur de 2 comités de sélections à la Faculté de droit de Dijon en 2013 et de 7 comités de sélection à la Faculté de droit d'Aix Marseille 2 en 2015, 2 en 2016 et 1 en 2017, 1 en 2018, 1 en 2019.